

Les participants au 3e sommet sur l'autonomisation des femmes africaines appellent les gouvernements africains à rendre la propriété des terres plus accessibles aux femmes.

Du 24 au 26 juillet, à Lusaka en Zambie, la rencontre des acteurs-clés du secteur financier du continent et des leaders internationaux influents a vécu. Le 3e sommet sur l'autonomisation économique des femmes africaines a permis aux participants d'examiner comment donner aux femmes une place centrale dans le programme africain de développement économique et de financement pour permettre au continent africain de réaliser son potentiel, rapporte un communiqué de la BAD.

Co-organisée par New Faces, New Voices et la Banque africaine de développement (BAD), cette rencontre qui avait pour thème " Femmes africaines : réaliser le potentiel économique de l'Afrique" est une initiative qui réunit l'Organisation internationale du travail et les leaders africains susceptibles d'amener les changements nécessaires pour accélérer le progrès économique des femmes africaines et augmenter leur inclusion dans le secteur des finances et des affaires. Fondatrice de new Faces, New voices, Graça Machel a estimé qu'il faut réclamer le droit pour les femmes de posséder leurs propres terres de façon à ce qu'elles puissent contribuer efficacement au développement économique de leur pays. « Les femmes ont le potentiel nécessaire pour transformer non seulement leur propre statut économique, mais aussi celui des communautés et des pays dans lesquels elles vivent. Et pourtant, le plus souvent, les femmes voient leur contribution économique ignorée, leur travail sous-évalué et leurs talents inexploités », a-t-elle déclaré.

Conseillère spéciale de la présidence de l'Union africaine sur l'autonomisation économique et la participation politique des femmes, Rose Mwebaza a invité les gouvernements à augmenter les crédits budgétaires alloués aux programmes aidant les femmes à posséder des terres. « Les gouvernements africains devront mettre en place une stratégie efficace qui soutient les femmes sur le plan économique et leur permet également de posséder des terres. Il faut que les femmes acquièrent des terres pour pouvoir créer de la richesse et aider leur famille à sortir de l'extrême pauvreté », indique-t-elle.

Cette rencontre était donc une opportunité pour les participants de lancer fermement une invitation à l'endroit des banques centrales africaines pour qu'elles mettent en place une politique obligeant les banques commerciales à baisser le taux d'intérêt des prêts accordés aux femmes. Aussi ont-ils soutenu que les banques centrales prônent l'amélioration de l'inclusion financière et de l'alphabétisation financière des femmes africaines. Il ressort clairement que les

banques centrales africaines devront donc s'investir dans l'amélioration des services bancaires pour les femmes et à éliminer les obstacles qui les empêchent d'accéder au financement.

Source: [allafrica.com](http://allafrica.com)